

FAITS SAILLANTS

- L'insécurité continue de générer de nouveaux déplacements. La Centrafrique a enregistré 100 000 nouveaux déplacés au cours des six derniers mois
- La présence des groupes armés constitue un frein à l'accès aux populations vulnérables. OCHA continue de mener en plaidoyer en faveur du respect du Droit international humanitaire et de sensibiliser les éléments des groupes armés aux principes qui fondent l'action humanitaire
- L'ensemble de la communauté humanitaire en Centrafrique est mobilisé pour mobiliser les fonds qui permettront de sauver des vies. Le financement de l'action humanitaire est en baisse comparé aux années précédentes alors que le regain de violence dans l'arrière-pays génère de nouveaux besoins urgents.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	401 072
# de réfugiés centrafricains	463 759
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,2 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

399,5 millions \$

Fonds requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

21,6 millions \$

soit 5,4% des fonds ont déjà été mobilisés

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



Au sommaire

RCA : le financement de l'action humanitaire en berne **P.1**

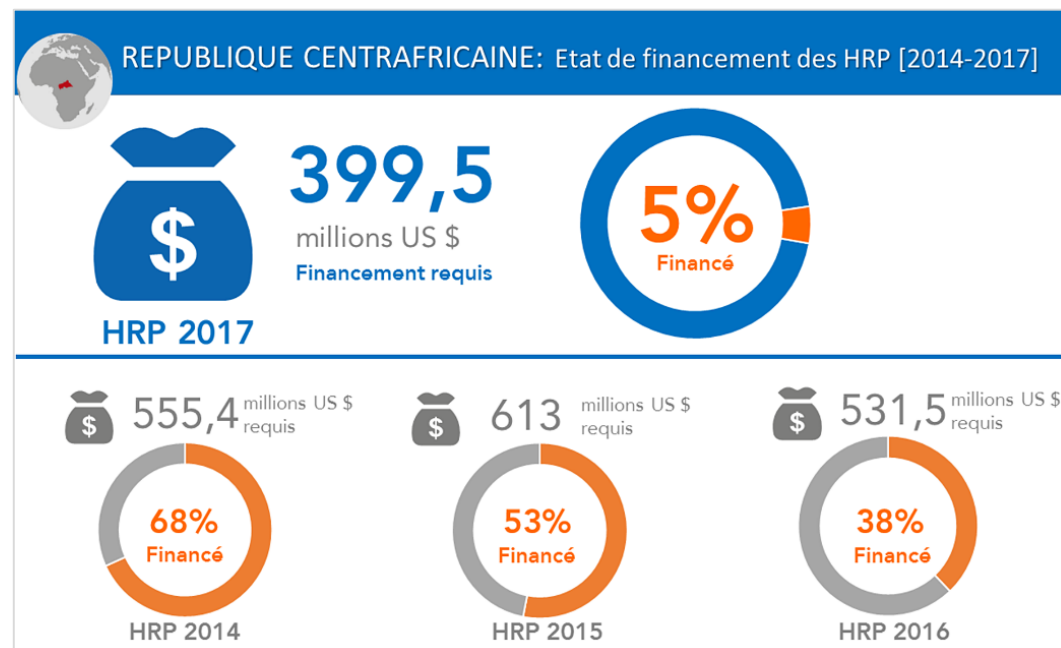
Lutter contre l'insécurité alimentaire dans la Mambéré Kadéï **P.3**

Les soins de santé communautaires : Une approche différente pour assurer un accès aux soins essentiels en RCA **P.5**

RCA : le financement de l'action humanitaire en berne

2,2 millions de centrafricains ont encore besoin d'une aide humanitaire

En janvier 2017, le Gouvernement centrafricain et la communauté humanitaire lançaient le Plan de réponse humanitaire (PRH) 2017-2019. Avec un budget prévisionnel de 399,5 millions de dollars américains pour 2017, il doit venir en aide à 2,2 millions de Centrafricains. La RCA demeure le seul pays au monde où la moitié de la population doit sa survie à l'aide humanitaire. Cependant à la fin du premier trimestre de l'année 2017, seuls 5% du montant du PRH ont été mobilisés soit 19 millions de dollars.



Cette situation inquiète au plus haut point la communauté humanitaire. Du mois de septembre 2016 et le premier trimestre 2017, plus de 100 000 nouveaux déplacés ont été enregistrés, portant le nombre de déplacés internes à 402 240. Ceci est le fruit de la recrudescence de la violence et la multiplication des foyers de tension. Dans les préfectures de la Ouaka, la Haute Kotto ou encore l'Ouham Pendé, des villages entiers ont été vidés de leur population. Cela crée de nouveaux besoins humanitaires critiques auxquelles il convient de répondre en urgence.

Baisse qualitative et quantitative de l'aide humanitaire

*«Ne laissons pas la Centrafrique devenir une crise oubliée ou négligée par le reste du monde»,
Virginie Baïkoua*

Dans ce contexte où de nouveaux besoins urgents émergent à vive allure, le financement de l'action humanitaire suit une tendance à la baisse amorcée depuis 2014. En 2016, seuls 37% des 531,5 millions de dollars requis n'ont été mobilisés.

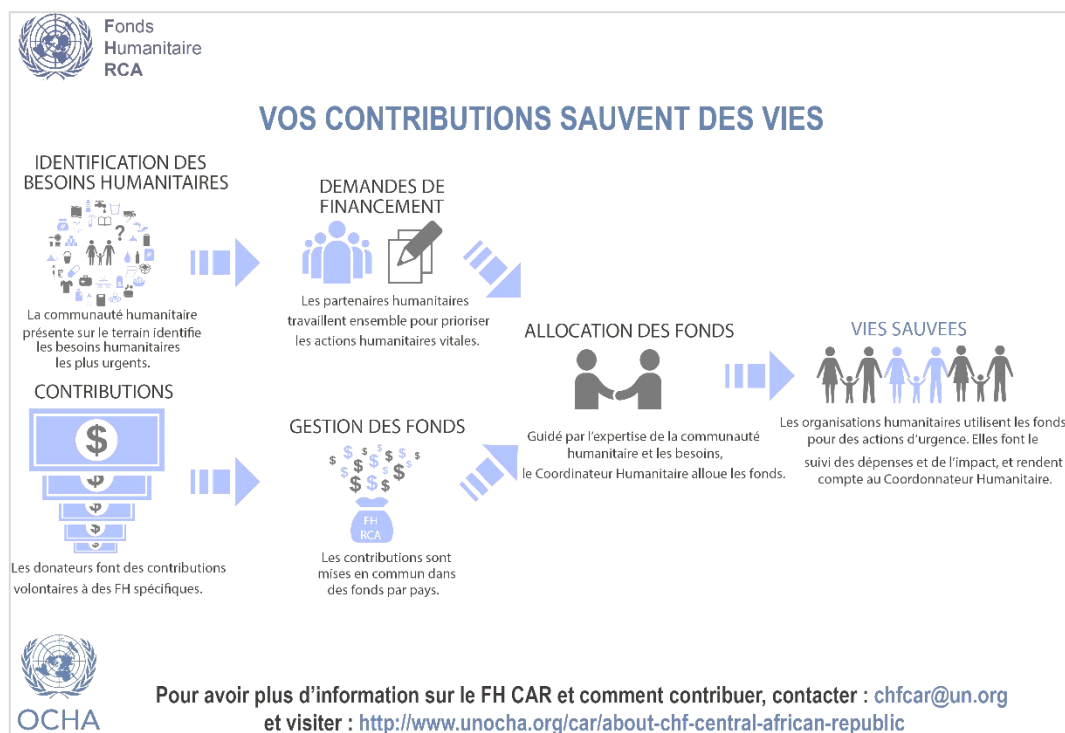
Ainsi, le ministre des Affaires sociales et de la réconciliation, Virginie Baikoua et le Coordonnateur humanitaire ad intérim en RCA, Michel Yao, ont mobilisé le 15 mars 2017 à Yaoundé au Cameroun les partenaires techniques et financiers de la RCA pour une session d'information sur la situation humanitaire.

A cette occasion, Michel Yao a insisté sur le fait que même si la moitié de la population centrafricaine dépend de l'aide humanitaire, le financement ne suit pas l'évolution des besoins. En effet, le sous-financement de l'action humanitaire a entraîné une baisse perceptible de l'aide humanitaire en termes qualitatif et quantitatif. La diminution de moitié des rations alimentaires dans plusieurs régions en atteste. Des acteurs humanitaires se sont complètement retirés en divers endroits faute de financement alors qu'ils étaient souvent les seuls à procurer des services sociaux de base. La disparition de ces activités est déplorable notamment dans le secteur de la santé. En 2016, les dernières estimations montraient que 56% des infrastructures de santé étaient tenues par les humanitaires.

Les donateurs appelés à rester généreux envers la RCA

Cette situation risque d'hypothéquer les acquis obtenus si un niveau de financement adéquat ne permet pas de les consolider et de tomber dans une crise humanitaire plus aiguë. Afin de mieux répondre aux nouveaux besoins exprimés et faire face à ceux qui préexistaient tout en prenant en compte les contraintes logistiques et infrastructurelles spécifiques à la RCA, Michel Yao et Virginie Baikoua en ont à nouveau appelé à la générosité des donateurs.

Lors de cette session d'information, les donateurs de la RCA sont revenus sur les prérequis que représentent la réconciliation et la justice afin que l'aide, quelle qu'elle soit, puisse être efficiente. Ils ont également insisté sur la collaboration nécessaire entre acteurs humanitaires et ceux du développement afin de mutualiser les efforts et les ressources. Sensibles à la situation humanitaire en RCA, ils ont assuré de leur soutien pour que la Centrafrique demeure une priorité de la communauté internationale.



Lutter contre l'insécurité alimentaire dans la Mambéré Kadéï

L'insécurité alimentaire modérée affecte 195 280 personnes

Le conflit armé qui ravage la République centrafricaine (RCA) depuis 2013 a davantage accentué l'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, elle affecte deux millions de Centrafricains. Du fait de la menace permanente que représentent la présence des groupes armés et des conséquences de leurs affrontements récurrents, la population rurale qui tire l'essentiel de ses revenus des activités agricoles n'a eu d'autres choix que d'abandonner l'agriculture.

Les 65% de Centrafricains dont les moyens de subsistance étaient tirés de l'agriculture n'ont pas été en mesure d'effectuer les semis en 2016 en raison de l'insécurité. La préfecture de la Mambéré Kadéï, située à l'ouest du pays, est particulièrement touchée par cette dure réalité. Une enquête menée en décembre 2016 sur la sécurité alimentaire (ENSA) par le PAM, IEDA Relief, GAPAFOT, ARND et le gouvernement, révèle que de l'insécurité alimentaire frappe 45% des habitants de la Mambéré Kadéï, dont 3% vivant dans une situation d'insécurité alimentaire sévère. Les chiffres parlent d'eux même. Environ 14 289 personnes seraient affectées par l'insécurité alimentaire sévère tandis qu'environ 195 280 personnes font face à une insécurité alimentaire modérée.

Défi remporté : Gagner de l'argent et nourrir sa famille

Grâce à l'assistance humanitaire fournie par les partenaires humanitaires, la population est parvenue à redémarrer des activités maraîchères et vivrières afin d'avoir une alimentation variée et relancer l'économie. Les ONG Agence Humanitaire Africaine (AHA) et Première Urgence Internationale (PUI) sont de ceux qui ont aidé les ménages et les groupements agricoles dans la ville de Berberati et ses périphéries, la capitale préfectorale. Entre Berberati, Carnot, Nola et Sosso Nakombo, AHA a remis 2000 ménages à l'agriculture. Des semences pour la culture maraîchère ont été distribuées à 1000 autres personnes.

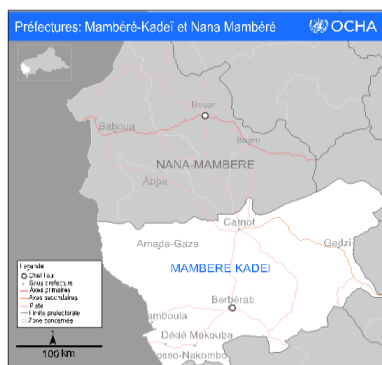
A huit kilomètres de Berberati, au village Mbazoum, Brigitte, présidente du groupement des femmes du village, témoigne du changement intervenu dans sa vie grâce à l'appui de AHA. « Nous avons tout perdu pendant la crise et nous nous sommes réfugiés dans la brousse. C'est après l'appel et les campagnes de sensibilisation de l'ONG AHA que nous sommes sortis de nos cachettes. A partir de ce moment, nous avons bénéficié de kits agricoles, ce qui nous a permis de planter à nouveau pour nous nourrir et gagner de l'argent en vendant une autre partie de la récolte » explique-t-elle. En effet, à Mbazoum, AHA intervient dans trois groupements agricoles.

Les bénéficiaires ont d'abord reçu des formations sur les techniques maraîchères puis ont reçu des semences et des outils agricoles. Ceci leur a permis d'implanter un périmètre maraîcher à environ 500 mètres du village où se trouve un cours d'eau.

Cette initiative a permis de varier l'alimentation de plusieurs familles de Mbazoum mais aussi de relancer les activités génératrices de revenus. Grâce à ces revenus, certains bénéficiaires ont été en mesure de donner un nouveau départ à leur vie. « Grâce à la vente des récoltes, j'ai pu construire une maison de quatre chambres et un salon pour ma famille », confie Brigitte.

A Berberati, un autre groupement dénommé « Femme, lèves-toi et marche », qui soutient les veuves et les orphelins, fait partie des bénéficiaires de AHA. Pour la campagne agricole de 2016, le groupement a récolté 225 kg de maïs, 225 kg de courges, 75 kg de haricots et 450 kg d'arachides. Une partie de la récolte a été vendue et une autre conservée comme semence pour la prochaine saison agricole. En plus des cultures vivrières, les femmes font aussi du petit élevage de porcs, cabris et canards. « Ce surplus de revenus nous permet de payer les frais de scolarité des orphelins », a avancé Nadine, la présidente de l'organisation. « Je suis veuve, grâce à la vente de mes produits, je peux nourrir mes deux petits-fils. Nous avons trois repas par jour, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Mes frais médicaux sont aussi garantis. », a témoigné Clémentine une femme membre du groupement « Femme lève-toi et marche ».

Améliorer la productivité avec de l'engrais biologique



©OCHA/Virginie Bero. Berberati, Préfecture de la Mambéré Kadéï, RCA (21 février 2017) – Arrosage des plants de légumes dans un groupement mixte.

500 ménages sont
bénéficiaires des
activités maraîchères
initiées par PUI autour
de Berberati

Pour aider les maraîchers à avoir de meilleures récoltes, PUI les a initiés à la fabrication d'engrais organique à base des déchets végétaux et animaux. Dans le 6^e arrondissement de la ville de Berberati, 20 maraîchers qui avaient bénéficié d'une formation sur le maraîchage et reçu des kits agricoles, préparent désormais l'engrais eux-mêmes.

«Les activités minières sont très difficiles pour les femmes. A mon âge, c'est d'autant plus compliqué. Avec l'apprentissage que j'ai reçu, je me suis lancée dans le maraîchage. Pour l'instant, cela me permet de nourrir ma famille » affirme Louise d'un air soulagé. Maraîchère au quartier Gambo, elle planifie de réhabiliter sa maison qui est en ruine avec les gains issus de la prochaine récolte.

En tout, ce sont 500 ménages qui sont bénéficiaires des activités maraîchères autour de Berberati et qui bénéficient d'un suivi de la part des équipes de PUI, en collaboration étroite avec l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA).

Des activités vivrières sont également mises en œuvre auprès de 375 bénéficiaires, de Nola à Berberati, et également sur l'axe Bania Yamalé. Ces cultures vivrières permettent aux ménages bénéficiaires d'avoir accès à une alimentation plus diversifiée (courge, arachide, maïs, et haricot rouge). L'élevage (caprins et volailles) débutent également sur l'axe Bania Yamalé en collaboration avec l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE).



©OCHA/Virginie Bero Boeing. Berberati, Préfecture de la Mambéré Kadéï, RCA (22 février 2017) – Louise, une maraîchère participe à la préparation de l'engrais organique dans le 6^e, arrondissement.

Enfin, 21 groupements multiplicateurs de semences vivrières sont appuyés par PUI entre Berberati et Nola. Les résultats en tonnes de semences rachetés sont particulièrement encourageant, en effet 3,2 tonnes d'arachide et 3,1 tonnes de maïs ont été rachetés. Le groupement multiplicateur «Un cœur pour tous» à Ndao, 2^{ème} arrondissement de Berberati, a pu, grâce à la vente de leur production, développer un nouveau domaine d'activité avec l'élevage porcin. D'autre part 60% de ces groupements ont aujourd'hui pu augmenter la superficie de leurs champs.

Par ailleurs, des activités génératrices de revenus (culture du moringa, saponification et transformation d'huile de palme) sont mises en œuvre sur l'axe Berberati-Nola auprès de 22 groupements. La vente de leur production de savons et/ou d'huile de palme a permis aux bénéficiaires de générer des recettes qui leur donne accès à une alimentation plus riche et aux soins de base pour leurs familles.

Ces projets, mis en œuvre par PUI, sont financés par OFDA (Relance agricole et pastorale et Relance économique) et le Comité interministériel d'aide alimentaire (CIAA) de la France.

L'assistance apportée par les partenaires humanitaires a permis à plusieurs familles de la Mambéré Kadéï de mieux faire face à l'insécurité alimentaire même si à cet égard la région rencontre encore des difficultés. Le nord-ouest de la Mambéré Kadéï, zone transfrontalière avec le Cameroun qui accueille des retournés centrafricains, est historiquement une zone agricole développée. Cette zone a besoin d'un soutien de la part des autorités et des acteurs humanitaires car elle présente un potentiel important en termes de relèvement agricole et économique. En dehors de l'insécurité, premier facteur qui entrave la relance de l'agriculture, la surface des parcelles constitue aussi un handicap. Les cultures vivrières et maraîchères sont pratiquées sur des petites parcelles qui atteignent rarement un hectare. La culture attelée est la solution qui permettra à la population de cultiver sur une plus grande superficie et avoir une récolte plus importante. Toutefois, le manque de financement ne permet pas aux acteurs humanitaires d'apporter ce type de solution aux familles bénéficiaires.



©PUI/Berberati, Préfecture de la Mambéré Kadéï, RCA (9 février 2017) – Les cultivatrices formées par PUI à la culture de la moringa

En 2017 le Plan de réponse humanitaire qui prévoit 399,5 millions de dollars américains a réservé un budget de 128,5 millions de dollar pour la sécurité alimentaire pour 890 000 personnes ciblées.

Les soins de santé communautaires : Une approche différente pour assurer un accès aux soins essentiels en RCA

Impliquer les communautés pour une plus grande appropriation

MENTOR Initiative soutient depuis plusieurs années des programmes de soins de santé communautaires dans les villages les plus reculés de la RCA à travers 8 Sous-Préfectures dans le Nord-Ouest avec l'appui de plusieurs partenaires (HF/UNDP, UNICEF, DFID et USAID/OFDA). Les communautés elles-mêmes constituent un pilier dans la mise en œuvre de cette approche 'grassroot' puisqu'elles participent dans l'identification de leur agent de santé communautaire (ASC) et travaillent ensuite étroitement avec les équipes de MENTOR autant sur les aspects de prévention, que sur le suivi de la performance de l'ASC.

En 2016, les 206 agents soutenus par MENTOR ont effectué plus de 180 000 consultations, dont 59% pour des enfants moins de cinq ans. L'impact positif d'une approche de santé communautaire sur la prévention des maladies y compris un comportement approprié et sur l'accès aux soins est aujourd'hui reconnu globalement et documenté dans différents contextes. Dans des zones de crises, en absence de personnel de santé, les agents communautaires apportent une réponse efficace dans la lutte contre les pathologies les plus courantes et permet ainsi de réduire la mortalité et la morbidité surtout parmi les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Outre une prise en charge clinique, les ASC jouent un rôle primordial dans la sensibilisation de la population sur plusieurs aspects tels que l'hygiène, la malnutrition y compris l'allaitement maternel exclusif et l'importance du recours aux soins de qualité.

Les soins de santé communautaires font leur preuve dans le traitement du paludisme

Cependant, c'est dans la lutte contre le paludisme (cause principale de morbidité et mortalité en RCA) que l'approche communautaire est particulièrement efficace. La disponibilité de diagnostic par test rapide et, si le résultat est positif, l'administration d'une thérapie combinée à base d'artémisinine directement dans les villages permet une prise en charge immédiate des cas de paludisme. De même, elle réduit considérablement les souffrances surtout pour les enfants en-dessous de cinq ans et les femmes enceintes.

Ainsi, MENTOR a observé depuis quelques années, une diminution importante du nombre de cas de paludisme sévère. Ceci est confirmé par les partenaires de santé impliqués au niveau des structures de référence dans les zones d'intervention de MENTOR.

Vu l'amélioration remarquable dans l'accès aux soins par l'approche prônée par MENTOR, il est très encourageant de voir que le ministère centrafricain de la Santé publique et ses partenaires accordent désormais une attention particulière à la politique nationale de santé communautaire. Dans un contexte où une réhabilitation effective des structures de santé conventionnelles n'interviendra qu'à très long terme, surtout à l'extérieur des grandes agglomérations, une extension de l'approche de soins de santé communautaire pourrait sauver des milliers de vie.



©Mentor Initiative. Diagnostic du paludisme par un agent de santé communautaire.

En 2016, les 206 agents soutenus par MENTOR ont effectué plus de 180 000 consultations, dont 59% pour des enfants moins de cinq ans

Une ONG nationale aide les femmes centrafricaines à en finir avec la dépendance financière

La participation des femmes dans la production économique reste faible

En République centrafricaine comme dans de nombreux autres pays, la femme est le pilier de la famille. L'alimentation, la santé et l'éducation des enfants reposent sur les femmes alors que leurs revenus ne sont pas toujours à la hauteur des responsabilités qui leurs dévolues. En RCA, des données statistiques du ministère de la Fonction publique montrent que sur un effectif total de 25523 travailleurs engagés par l'administration en 2011, les femmes ne représentent que 15%, soit un effectif de 4 200 salariées. Selon la Banque africaine de développement (BAD), la participation des femmes dans la production économique reste relativement faible. Elles sont surtout actives dans le secteur informel. Elles représenteraient 10,0% contre 6,4% d'hommes. Avec la crise, cette vulnérabilité « économique » des femmes a été exacerbée ; beaucoup d'entre elles ont été obligées d'abandonner les activités qui leur procuraient un maigre revenu.

Avec ce constat et afin de remédier à cette situation, l'Association des femmes pour la promotion de l'entrepreneuriat (AFPE), s'est donnée depuis 2010 la mission de promouvoir l'autonomie financière des femmes.

L'objectif de cette structure est d'accompagner les femmes afin de les aider à dépasser les défis professionnels auxquels elles font face et qui freinent leur autonomie financière. En complément à l'appui accordé aux bénéficiaires, l'AFPE intervient aussi dans le domaine de la sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement, la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre (VBG).

Commerce et tontines pour se lancer dans les affaires

L'AFPE aide les femmes à mettre en place des activités génératrices de revenus (AGR). Elle les encourage à investir dans le petit commerce en accordant l'investissement de départ. A Bocaranga dans la préfecture de l'Ouham Pendé, avec un financement du Fonds Békou, de juin 2015 à juin 2016, 120 femmes ont bénéficié d'une somme de 15 000 FCFA (24 \$) pour se lancer dans une activité rémunératrice. Elles ont également reçu une formation de base qui leur permettra de gérer les affaires. Elles sont suivies par 12 monitrices formées par l'AFPE. En l'absence d'un système conventionnel d'épargne à travers une banque par exemple, l'ONG les encourage à économiser en utilisant le système dit de la tontine améliorée. Avec des cotisations mensuelles, les épargnantes prennent la cagnotte à tour de rôle et peuvent investir dans des projets de plus grande envergure. De même, dans la sous-préfecture de Yaloké, dans la même période, 120 femmes et filles déplacées internes, ont été formées aux notions de l'entrepreneuriat. Chacune a reçu un kit en cash d'un montant de 47 500 FCFA, soit 77 dollars américains, pour se lancer dans le commerce d'articles divers et renouer avec une vie normale.



© ONG AFPE, Yaloké, préfecture de l'Ombella M'Poko (30 janvier 2016), une femme reçoit un couple de reproducteurs pour la relance de l'élevage.

A Kouli et Ngaoundaye, dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, 350 femmes victimes du conflit vont également bénéficier des activités de l'ONG AFPE sur un financement de FH-

RCA d'un montant de 350 000 \$ de Décembre 2016 à Septembre 2017. Dans la même dynamique, consciente du fait que la crise en RCA a en partie été aggravée par la pauvreté, l'AFPE passe aussi par les AGR pour contribuer à la promotion de la cohésion sociale et le vivre ensemble. Ainsi, en 2015 dans les sous-préfectures de Bossémbélé et Yaloké ainsi que dans la préfecture de l'Ombella M'Poko, l'AFPE a aidé 900 élèves à relancer leurs activités pastorales. Ce projet a vu le jour grâce à un financement du Fonds humanitaire pour la RCA (FH-RCA). Grâce à une enveloppe de 243 000 dollars américains, soit 150 174 000 FCFA, 300 kits de construction d'enclos pour les animaux ont été distribués. Dans le cadre de ce projet, 12 comités traditionnels de gestion de conflit entre agriculteur et éleveur ont été créés. Les membres ont reçu des formations en gestion de conflits et cohésion sociale et sont opérationnels.

Le financement du FH- RCA d'un montant de 200 000 dollars américains, soit 121 752 534 FCFA, aura également permis à 315 enfants non accompagnés, enfants associés aux forces, orphelins et vulnérables (filles et garçons) âgés de 12 à 18 ans, de recevoir une formation professionnalisante et des kits en menuiserie, en mécanique moto et en couture. Les plus jeunes ont reçu des kits scolaires et ont été réinscrits à l'école. AFPE prend en charge leur frais de scolarité. Un cash de 40 000 FCFA soit 65 dollars américains a été octroyé aux parents (femmes) de ces enfants réinscrits et vulnérables après une formation en culture entrepreneuriale en vue de leur permettre de soutenir leurs enfants.

Contactez AFPE aux adresses suivantes : + 236 72 68 09 92/ +23675 13 45 54. E-mail : ong_afpe@yahoo.fr. AFPE a son siège social aux 200 villas dans le 1^{er} arrondissement de Bangui, sur l'avenue de l'indépendance.

Les bonnes nouvelles

Une nouvelle stratégie de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels



Le Secrétaire général a lancé une nouvelle stratégie visant à améliorer le dispositif de prévention et de répression de l'exploitation et des atteintes sexuelles à l'échelle du système des Nations Unies. Cette stratégie s'articule autour de quatre grandes priorités : placer les victimes au premier rang; mettre fin à l'impunité; collaborer avec la société civile et les partenaires extérieurs ; et améliorer les communications stratégiques à des fins de sensibilisation et de transparence.

La RCA a un nouveau Coordonnateur humanitaire



Le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, a annoncé le 2 mars la nomination de Mme Najat Rochdi, du Maroc, comme sa Représentante spéciale adjointe pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et Coordonnatrice résidente des Nations Unies, Coordonnatrice humanitaire et Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans ce pays. Mme Rochdi succède à M. Fabrizio Hochschild, du Chili, qui a été nommé, en janvier 2017, Sous-Secrétaire général pour la coordination stratégique au sein du Cabinet du Secrétaire général.

ACTED facilite l'accès humanitaire autour de Bocaranga

ACTED a réhabilité 3 ponts à Zolé, Dakar, Goumbé, des localités situées dans un rayon de 50 km autour de Bocaranga. Quatre autres ponts seront réhabilités à Boum, Nzoro 3, Nzoro 2 et Nzoro. Depuis septembre 2016, l'accès aux villages autour de Bocaranga est difficile en raison de la présence massive d'hommes armés.

Réouverture des classes à Kouï



Une centaine d'élèves ont repris le chemin de l'école à Kouï dans la préfecture de l'Ouham Pendé à l'ouest de la Centrafrique. Les écoles étaient restées fermées depuis septembre 2016 à cause du climat d'insécurité instauré par les groupes armés. La reprise a été favorisée par la campagne de sensibilisation menée par l'Association des parents d'élèves auprès de la communauté. Malgré les multiples missions de plaidoyer menées successivement par OCHA, la plateforme religieuse et la MINUSCA, l'accès humanitaire à Kouï reste problématique.

En bref

Les femmes centrafricaines en marche pour atteindre la parité 50-50 d'ici 2030

Le 8 mars 2017, les acteurs humanitaires ont organisé plusieurs activités à l'intérieur du pays pour célébrer la journée internationale de la femme. Ainsi, à Kouango dans la préfecture de la Ouaka, une marche de femmes a marqué le début d'une série d'activités autour du thème « Autonomisation de la femme et participation au relèvement économique ». Avec l'appui des acteurs humanitaires, notamment COOPI et l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), les femmes ont été ensuite sensibilisées sur leur rôle dans la société, leur autonomisation, leur participation au relèvement économique. La question des violences basées sur le genre a également été au cœur des débats. En effet, cette problématique est récurrente à Kouango.



©OCHA/Ingrid Bokosse. Kouango préfecture de la Ouaka (8 mars 2017), RCA sketch des femmes sur leur rôle et implication dans le relèvement économique.

A Bouar dans la préfecture de la Nana Mambéré, l'ONG internationale Mercy Corps a soutenu une marche à laquelle environ 900 personnes ont participé. D'autres activités ont émaillé cette journée autour du thème « Planète 50-50 d'ici 2030 : Parité entre l'homme et la femme ». Un repas offert par Mercy Corps à 200 femmes a clôturé la manifestation. Dans les sous-préfectures de Boaro, Baboua et Carnot, Mercy Corps a aussi soutenu des activités pour célébrer la femme mais aussi pour faire réfléchir à son autonomisation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Sène, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org | www.reliefweb.int